

SDIS 71

Service départemental d'incendie et de secours de Saône-et-Loire

Extrait du registre des délibérations

Séance du 5 décembre 2022

Délibération n° 2022-55

Montant global définitif du produit des contributions des communes,
des établissements publics de coopération intercommunale
et information sur la participation du Département
au financement du SDIS 71 pour l'année 2023

Membres du CA.SDIS en exercice	:	25
Présents à la séance	:	19
Pouvoir(s)	:	-
Nombre de votants	:	19
Quorum	:	13
Date de la convocation	:	22 novembre 2022
Affichée le	:	22 novembre 2022
Procès-verbal affiché le	:	

L'an deux mille vingt-deux, le cinq décembre à quatorze heures trente, les membres du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de Saône-et-Loire se sont réunis, sur convocation de son Président en application de l'article L. 1424-28 du Code général des collectivités territoriales, sous la présidence de M. André ACCARY, Président du Conseil d'administration.

Étaient présents :

M. André ACCARY, M. Colette BELTJENS, M. Roland BERTIN, M. François BONNETAIN,
M. Frédéric BOUCHET, M. Raymond BURDIN, M. Frédéric CANNARD, Mme Carole CHENUET,
M. Jean-François COGNARD, M. Thierry DESJOURS, M. Jean-Michel DESMARD, M. Patrick DESROCHES,
Mme Dominique LANOISELET, M. Jean-Paul LUARD, M. Jean-Louis MARTIN, M. Alain PHILIBERT,
Mme Virginie PROST

Suppléance(s) :

M. Pierre BERTHIER était suppléé par Mme Mathilde CHALUMEAU
Mme Violaine GILLET était suppléée par M. Didier RETY

Excusés :

Mme Marie-Claude BARNAY, non suppléée
M. Jean-Claude BÉCOUSSE, non suppléé
M. Frédéric BROCHOT, non suppléé
Mme Claude CANNET, non suppléée
Mme Dominique MELIN, non suppléée
Mme Christine ROBIN, non suppléée

Pouvoir(s) :

-

Secrétaire de séance : Mme Mathilde CHALUMEAU

Madame la sous-directrice des fonctions transversales, rapporteur, donne lecture des dispositions suivantes :

1 RAPPEL DU DISPOSITIF EN VIGUEUR

Depuis la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité, le montant global des contributions des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents pour la gestion des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) constitue une enveloppe normée.

L'article L.1424-35 du code général des collectivités territoriales (CGCT) fixe **que le montant global des contributions des communes et EPCI ne peut excéder le montant global des contributions des communes et des EPCI de l'exercice précédent, augmenté de l'indice des prix à la consommation (IPC).**

La délibération n° 2011-36 du 28 octobre 2011 du Conseil d'administration du SDIS 71 fixe les conditions d'évolution de chacune des contributions individuelles des communes et EPCI. Elle retient comme indice **l'IPC "ensemble des ménages hors tabac" publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) des 12 derniers mois glissants, arrêté en juin.**

L'article R.1424-32 du Code général des collectivités territoriales, modifié par le décret n° 2017-1777 du 27 décembre 2017, stipule que si le montant prévisionnel des recettes du SDIS 71 n'est pas fixé avant le 15 décembre de l'année précédente, le montant global des contributions est réactualisé par l'évolution, à cette date, du dernier indice INSEE de la moyenne annuelle des prix à la consommation et augmenté des dépenses liées au glissement vieillesse technicité.

Le SDIS 71 ne notifie pas de contributions prévisionnelles, sauf en cas de modification du paysage institutionnel (création de commune nouvelle, fusion d'intercommunalités). En effet, **le montant est définitif lors de la notification faite aux communes, car l'IPC servant au calcul est publié en juin.** Les contributions définitives de l'année n+1 sont notifiées de manière individuelle à chaque commune ou EPCI disposant de l'habilitation statutaire de versement de la contribution au SDIS 71 avant le premier janvier de l'année n+1. Le montant de la contribution d'un EPCI est égal à la somme des contributions individuelles des communes qui le composent.

La loi n° 2004-81 du 13 août 2004 stipule que la participation du Département est, quant à elle, fixée chaque année par une délibération du Conseil départemental au vu du rapport sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles du service adopté par le Conseil d'administration du SDIS 71 et basé sur les projections de la convention de partenariat en cours (convention n° 6 pour l'année 2023 présentée lors de ce même Conseil d'administration).

2 CALCUL DES CONTRIBUTIONS POUR L'ANNEE 2023

Pour mémoire, les contributions des communes et la participation financière du Département pour le financement du SDIS 71, au titre de l'année 2022, étaient les suivantes :

2022	Communes & EPCI	Département
Continuité du Service en fonctionnement	20 750 039 €	17 590 000 €
Subvention en annuité - Intérêts		357 000 €
Subvention en annuité - Capital		599 300 €
Subvention Continuité de service en Investissement		750 000 €
Subvention Plans immobiliers		1 200 500 €
TOTAL	20 750 039 €	20 496 800 €

Il faut préciser que sont incluses les subventions exceptionnelles du Département de 65 k€ en fonctionnement et 50 k€ en investissement, octroyées au SDIS 71 lors de la décision modificative n° 2 en date du 7 novembre 2022, suite aux intempéries de l'été, afin de lui permettre de constituer un stock de matériel permettant de faire face à de tels événements climatiques.

2-1 - Les contributions des communes et EPCI pour 2023

L'INSEE, dans son rapport d'information n° 182 du 13 juillet 2022, a publié l'évolution de l'IPC "ensemble des ménages hors tabac" des 12 derniers mois glissants constatée en juin 2022 (**INSEE 9785 - nouvelle référence depuis 2022 – ancienne 9757**), soit **+ 6 %**, pour le calcul des contributions 2023.

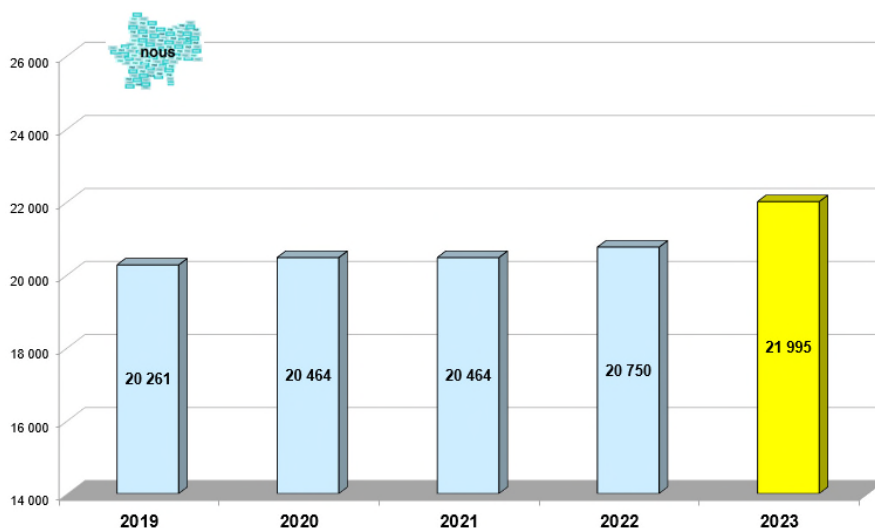
Aussi, le produit global définitif des contributions des communes et EPCI pour l'année 2023 serait de 21.995.041 €, soit une augmentation de 1.245 k€ par rapport à l'année 2022.

Les contributions individuelles sont réparties en fonction de l'évolution des critères retenus par la délibération n° 2011-36 du Conseil d'administration du SDIS du 28 octobre 2011 (population DGF pour 30 %, potentiel financier pour 40 % et service rendu pour 30 %). L'écrêtement des bases est ensuite appliqué à hauteur de 5 %, afin de contenir l'évolution positive ou négative des contributions d'une année sur l'autre à 5 %.

Même en cas d'IPC nul, il est important de noter qu'en raison des variations de la population ou/et du potentiel fiscal d'une année sur l'autre pour une même commune, le montant individuel n+1 ne sera pas égal au montant individuel n, à montant global des contributions constant.

Ces contributions définitives de l'année 2023 seront notifiées de manière individuelle à chaque commune ou EPCI disposant de l'habilitation statutaire de versement de la contribution incendie avant le 1^{er} janvier de l'année 2023.

Pour rappel, l'évolution du produit global définitif des contributions des communes et EPCI est la suivante :



2-2 - La participation du Département au financement du SDIS 71

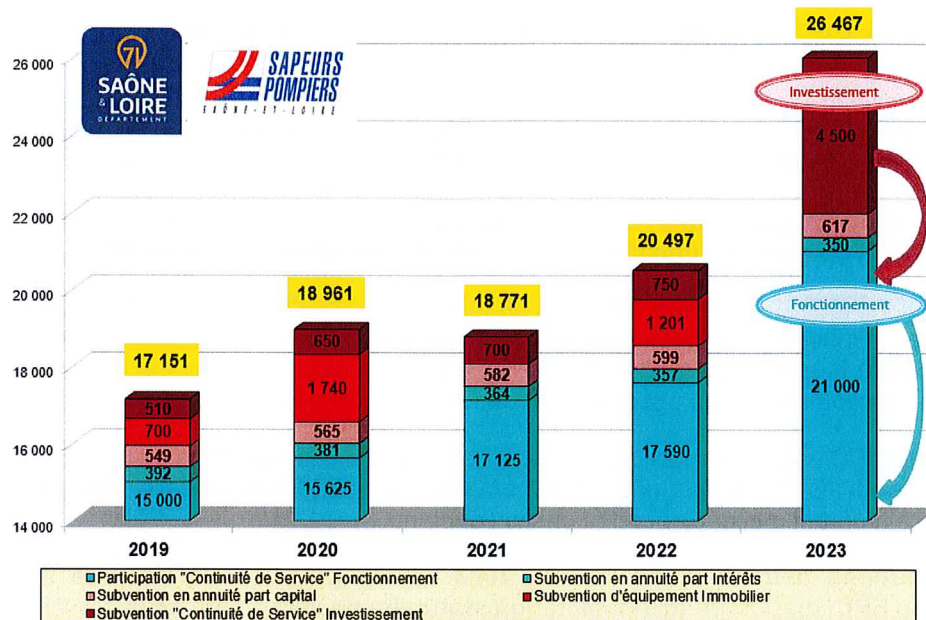
La convention de partenariat n° 6 avec le Département, qui ne couvre exceptionnellement que l'année 2023, et le rapport sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles du service pour 2023, présentés lors de ce même Conseil d'administration du 5 décembre 2022, établissent le volume de la participation du Département au financement du SDIS 71 pour l'année 2023.

La participation du Département serait donc composée de quatre parts :

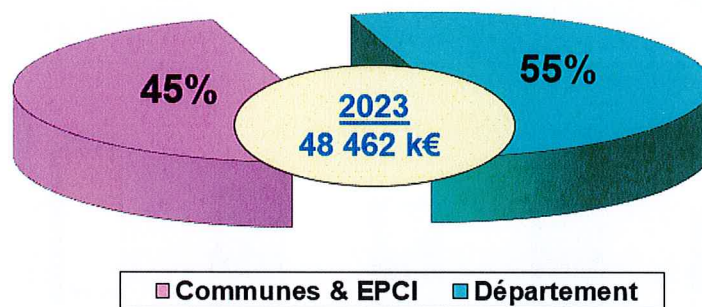
- une participation de **continuité de service en fonctionnement** de **21.000 k€**, soit 3.410 k€ de plus qu'en 2022,
- une **subvention en annuité** pour le remboursement des échéances d'emprunts réalisés pour le financement des plans immobiliers structurants, ajustée au montant réel payé par le SDIS 71, d'environ **967 k€**,
- une **subvention de continuité de service en investissement** de **4.500 k€**, qui englobe la précédente subvention pour les projets immobiliers, soit 2.550 k€ de plus qu'en 2022.

La participation globale du Département serait donc de 26.467 k€ pour l'année 2023.

Pour rappel, l'évolution de la participation du Département au financement du SDIS 71 serait la suivante :



Les contributions se répartiraient donc comme tel pour l'année 2023 :



DÉCISION

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration, à l'unanimité :

- approuvent le **montant global définitif** du produit des contributions des **communes et EPCI** au financement du SDIS 71 **pour l'année 2023, pour 21.995.041 €** ;
- prennent acte du besoin de financement pour l'année 2023 du SDIS 71 pour lequel il appartient à l'Assemblée départementale de fixer sa participation. Celle-ci pourrait être de 21.000 k€ au titre de la continuité du service en fonctionnement, de 967 k€ au titre de la subvention en annuité destinée au financement des plans immobiliers structurants (remboursés à la valeur réelle), et de 4.500 k€ au titre de la subvention de continuité de service en investissement, soit un total de **26.467 k€** ;
- autorisent Monsieur le Président à prendre en compte ces éléments lors de la préparation du Budget primitif de l'exercice 2023 ;
- autorisent Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tous les documents ou pièces nécessaires à la mise en œuvre des présentes décisions.

Et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme

Certifié exécutoire pour avoir été

- reçu en Préfecture le - **6 DEC. 2022**

- publié le - **6 DEC. 2022**

Le Président,

Pour le Président et par délégation,
le directeur départemental

Colonel Frédéric PIGNAUD

Le Président du Conseil d'administration

André ACCARY